



Députée au Parlement européen

Madame la Commissaire Jourová,

Copies aux membres de la Commission d'Éthique de la Commission européenne,
M. Allan Rosas, Mme Elisabeth Morin Chartier and M Jerzy Plewa

Bruxelles, le 16 décembre 2022

Nous vous adressons cette lettre ouverte en tant que commissaire en charge de la transparence et de l'État de droit, alors qu'intervient le plus grave scandale de corruption au Parlement européen.

Comme vous le savez, cette affaire de corruption a un impact dévastateur sur toute l'Europe, pas seulement sur le Parlement européen. Aujourd'hui, nous devons agir de toute urgence au niveau européen pour éliminer toutes les allégations de corruption, mais aussi les conflits d'intérêts concernant les membres des institutions européennes.

Mme Ursula von der Leyen, qui a qualifié les allégations de corruption contre la vice-présidente du Parlement européen, Eva Kaili, de « très préoccupantes », a promis que la transparence serait au cœur de son mandat lorsqu'elle est devenue présidente de la Commission européenne, en 2019.

Depuis, rien n'a été fait pour répondre aux nombreuses allégations aux nombreux soupçons impliquant d'anciens hauts fonctionnaires de l'UE dans des cas de « portes tournantes »ⁱ ni dans la révision des règles de transparence et d'éthique de l'UE.

Nous sommes particulièrement inquiets à la vue d'articles de presse en Italieⁱⁱ et en Allemagneⁱⁱⁱ concernant l'activité commerciale, dans les pays de l'UE, d'Orgenesis Inc., une société américaine employant M. Heiko von der Leyen, époux de la présidente de la Commission européenne.

Selon la déclaration d'intérêts, mise à jour le 25 novembre 2022^{iv}, d'Ursula von der Leyen, son mari est le directeur médical en chef d'Orgenesis Inc., directeur général d'Orgenesis Germany GmbH, basée à Munich, et est en charge de services pour d'autres entités partiellement ou entièrement détenues par ou liées à Orgenesis Inc.

Son appartenance temporaire, au nom d'Orgenesis Italy S.R.L, au comité de surveillance d'une fondation, le « Centre national de thérapie génique et de médicaments basés sur la technologie de l'ARN », en Italie, du 30 septembre 2022 au 24 octobre 2022 est désormais mentionnée dans cette déclaration. Ce n'était pas le cas avant que la presse italienne n'en parle (voir le pdf attaché).

Selon les médias italiens^v, même si M. Von der Leyen a démissionné du comité de surveillance de la fondation, Orgenesis Italy S.R.L continue de faire partie du projet et recevoir des subventions, à hauteur de 200.000 euros par an, du Plan italien de relance et de résilience. Les journalistes soulignent également qu'Orgenesis Inc. et ses filiales européennes ne sont pas enregistrées dans le registre de transparence de l'Union européenne.

De plus, nous apprenons du communiqué de presse d'Orgenesis Inc^{vi} qu'un consortium dirigé par l'une de ses filiales, MIDA Biotech, aux Pays-Bas, a récemment reçu une subvention de quatre millions d'euros dans le cadre du programme du Conseil européen de l'innovation, relevant de Horizon Europe, le principal programme de financement européen pour la recherche et l'innovation.

Le mari de la présidente de la Commission européenne assume un rôle managérial de premier plan en tant que directeur médical et directeur général dans une société privée, impliquée dans des projets financés ou cofinancés par les programmes européens, donc par de l'argent public. Les questions des citoyens de l'UE et de leurs représentants sur d'éventuels conflits d'intérêts^{vii} sont légitimes.

Madame la Commissaire Jourová,

Compte tenu de toutes les informations susmentionnées, nous vous sollicitons, premièrement, pour que vos services ou la Commission Indépendante d'Éthique interne de la Commission discutent ce sujet et précisent si les postes de direction mentionnés ci-dessus de M. von der Leyen chez Orgenesis Inc. et dans ses succursales européennes sont compatibles avec le rôle institutionnel de son épouse.

Deuxièmement, étant confrontés à une absence totale de contrôle indépendant de l'éthique des institutions de l'Union européenne, nous voudrions exhorter la Commission européenne à proposer rapidement un organisme d'éthique indépendant qui s'appliquerait à toutes les institutions de l'Union européenne et qui aurait un pouvoir d'enquête et de sanction.

Aujourd'hui, renforcer les mandats de l'OLAF ou du Parquet européen n'est manifestement pas suffisant. Nous devons réviser la directive européenne sur la transparence (directive 2004/109/CE) et créer rapidement un organe d'éthique européen indépendant, proactif et qui appliquera les règles dans toutes les institutions de l'UE.

Engageons-nous et démontrons que nous pouvons être exemplaires en matière de transparence et d'éthique, députés européens, mais aussi hauts fonctionnaires européens. La crédibilité du projet européen est en jeu.

Cordialement,

Michèle Rivasi, députée européenne Verts/ale
David Cormand, député européen Verts/ale
Rosa D'Amato, députée européenne Verts/ale
Damien Careme, député européen Verts/ale
Claude Gruffat, député européen Verts/ale
Benoit Biteau, député européen Verts/ale
François Alfonsi, député européen Verts/ale

Caroline Roose, députée européenne Verts/ale

ⁱ <https://www.politico.eu/article/gunther-oettinger-europe-mr-revolving-door-lobbying-transparency/>

ⁱⁱ https://corrieredelveneto.corriere.it/padova/cronaca/22_ottobre_18/padova-marito-ursula-von-der-leyen-centro-ricerca-farmaci-guidato-dall-ateneo-e423d124-4e47-11ed-9d7d-160ead659065.shtml

ⁱⁱⁱ <https://www.welt.de/politik/deutschland/plus241966823/Heiko-von-der-Leyen-Ehemann-der-EU-Kommissionspraesidentin-und-seine-erstaunlichen-Geschaefte.html>

^{iv} https://ec.europa.eu/commission/commissioners/sites/default/files/commissioner_declarations/declaration_of_interests_nov_en.pdf

^v <https://www.editorialedomani.it/fatti/il-marito-di-ursula-von-der-leyen-lascia-il-centro-di-ricerca-di-padova-finanziato-dal-pnrr-d4bwdpbs>

^{vi} <https://www.globenewswire.com/fr/news-release/2022/05/03/2434312/24226/en/Orgenesis-Led-Consortium-Awarded-4M-European-Innovation-Council-Pathfinder-Grant.html>

^{vii} https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2022-003717_EN.html

https://multimedia.europarl.europa.eu/fr/webstreaming/covi-committee-meeting_20221129-1500-COMMITTEE-COVI